

Les subsides

À l'époque où notre parti exerçait le pouvoir en Saskatchewan, nous avons perçu des recettes considérables sur le gaz et le pétrole, sur l'uranium et d'autres ressources naturelles. Voilà pourquoi il n'y a pas eu de déficit en Saskatchewan au cours des années où Blakeney était premier ministre. Si le déficit à l'heure actuelle est plus élevé qu'il ne devrait, c'est seulement à cause de l'irresponsabilité fiscale de Grant Devine qui n'a pas su gérer les ressources et exiger des entreprises extractives de cette province des redevances suffisamment élevées. Évidemment, le déficit est dû en partie au prix mondial du pétrole et à celui des grains qui sont extrêmement bas. Mais il est dû aussi en partie au fait que le gouvernement n'a pas imposé aux sociétés multinationales des redevances suffisamment élevées.

Je tiens également à signaler qu'il importe que ces industries appartiennent dans une certaine mesure aux Canadiens. En Saskatchewan, nous avons *SaskOil*, une entreprise que le gouvernement progressiste conservateur a conservée. Nous avons également la *Potash Corporation of Saskatchewan* qui appartient à la population. Antérieurement, alors qu'il occupait un emploi à Toronto, le ministre des Finances a contribué à trouver une partie des fonds nécessaires à l'établissement de la *Potash Corporation* en Saskatchewan. Ces questions sont à mon avis très importantes. Si le gouvernement conservateur actuellement au pouvoir en Saskatchewan maintient ces mesures, c'est qu'il se rend compte que les citoyens de notre province sont séduits par l'idée d'une participation du secteur public dans le secteur des ressources.

Il faut également modifier la politique des transports, de façon à ce que nous ayons dans l'ouest du Canada un tarif-marchandises qui ne désavantage pas les industries de transformation et de fabrication dans les provinces des Prairies par rapport à d'autres régions du Canada.

M. Clark (Brandon—Souris): Madame la Présidente, j'accepte sans mal les objectifs que le député a énumérés. Cependant, je m'étonne de certaines des mesures que les collègues du député ont adoptées au Manitoba. À propos de la diversification, qui est un objectif historique dans l'ouest du Canada, et de l'expansion des industries de fabrication, le député ne convient-il pas que l'augmentation regrettable de l'impôt sur le revenu, annoncée la semaine dernière au Manitoba, va compromettre la réalisation de cette diversification et rendre plus difficile l'expansion du secteur de fabrication et la création d'emplois, qui sont tous des éléments que le député voudrait développer dans l'ouest du Canada?

M. Nystrom: Madame la Présidente, en ce qui concerne l'impôt sur le revenu au Manitoba, un de mes collègues manitobain abordera peut-être ce sujet plus tard dans la journée ce qui nous permettrait d'avoir plus de détails sur la question. Je n'en connais pas tous les éléments. Je voudrais également mettre en garde le député de Brandon-Souris (M. Clark) et lui dire qu'il est quelquefois très trompeur d'étudier certains impôts en dehors de leur contexte. Il devrait considérer la charge fiscale globale qui pèse sur les sociétés et sur les particuliers du Manitoba avant de déclarer que le régime fiscal en place est équitable ou non, et à mon avis il l'est.

Quant aux emplois dans l'ouest du Canada, je constate que le Manitoba a de loin le taux de chômage le plus bas. Quelque

chose doit donc tourner rond dans cette province. Il y a eu davantage de diversification, ce qui est dû, je crois, en grande partie à la direction du premier ministre Pawley. On ne trouve pas les mêmes qualités de chef chez les premiers ministres Getty, Devine ou Vander Zalm, dont les provinces ont un taux de chômage bien plus élevé. Le Manitoba ne dispose pas des mêmes ressources que les trois autres provinces de l'Ouest. À mon avis, cette province a prospéré d'une façon exceptionnelle.

Si le député considérait l'assiette de l'impôt en général, il constaterait qu'elle est plus équitable que celle des trois autres provinces de l'Ouest qui sont gouvernées par des conservateurs. Si le député veut parler d'une injustice perpétrée dans le domaine de l'emploi au Manitoba, il devrait se pencher sur la question des contrats des CF-18. Je suis curieux de savoir ce que pense le député de la décision du gouvernement fédéral sur la question des CF-18.

M. Mazankowski: Quelle est votre position?

M. Nystrom: Ce sont des questions importantes dans l'ouest du Canada. Quand le vice-premier ministre prendra la parole, il nous donnera peut-être une idée de la solution du parti conservateur.

M. Clark (Brandon—Souris): Madame la Présidente, le député a parlé du contrat d'entretien des CF-18. Je n'ai trouvé aucune solution à cette question dans le compte rendu du congrès néo-démocrate qui a eu lieu à Montréal. Je n'ai rien trouvé non plus qui expliquait comment le gouvernement du Manitoba avait présenté ce dossier au congrès. Je me demande si le député pourrait éclairer ma lanterne sur ce qui m'a sans doute échappé dans les journaux.

M. Nystrom: Madame la Présidente, gouverner, c'est prendre des décisions difficiles. Si les conservateurs sont si impopulaires dans l'Ouest du Canada, si la cote de popularité des deux partis de l'opposition est en hausse, c'est à cause notamment de l'affaire des CF-18. Le gouvernement a lancé des appels d'offre pour l'entretien de ces appareils, et les sociétés Bristol et Canadair ont présenté des soumissions. C'est Bristol du Manitoba qui a fait l'offre la plus basse tout en étant scientifiquement et techniquement supérieure à celle de sa concurrente. Le gouvernement a quand même accordé ce contrat à Canadair.

M. Mazankowski: Est-vous contre cela?

M. Nystrom: Madame la Présidente, pourrais-je avoir cette dernière minute avant la période des questions et des commentaires pour faire valoir mon point? Puisqu'on avait déjà décidé d'accorder ce contrat à Canadair et que certains arguments militent en faveur de Montréal comme site d'une industrie aérospatiale, pourquoi alors s'être donné tout ce mal à mettre en branle le processus des appels d'offre? Voilà ce qui cloche. Le gouvernement a induit en erreur les Canadiens de l'Ouest et la population en général. Pourquoi toute cette comédie quand on connaît déjà les résultats? C'est surtout pour des raisons comme celle-là que les Canadiens de l'Ouest considèrent que le gouvernement les a trahis. Je sais que les députés du parti conservateur, au Manitoba, pensent comme moi à propos de ce dossier.